



Communiqué de presse // 31 mars 2011

Accord commercial entre l'Union européenne, la Colombie et le Pérou :

Une campagne pour le NON

Une délégation colombienne et péruvienne de syndicalistes et de défenseurs des droits de l'Homme est actuellement en Europe pour faire entendre les multiples voix qui s'opposent à la ratification d'un Accord de libre-échange entre l'Union européenne, la Colombie et le Pérou, et en expliquer les raisons. Cet accord aura de lourdes conséquences pour les droits de l'Homme, les travailleurs, les peuples indigènes et l'environnement dans ces pays. Cet accord viendra, en outre, légitimer les gouvernements de Colombie et du Pérou qui perpétuent un climat d'impunité face aux graves violations aux droits de l'Homme commises dans ces pays.

La Confédération Européenne des Syndicats s'est clairement prononcée contre cet accord en raison de la violence antisyndicale en Colombie. Depuis 2006, aux États-Unis, le processus de ratification d'un accord similaire avec la Colombie est toujours repoussé pour les mêmes raisons. Selon l'enquête annuelle sur les violations des droits syndicaux de la CSI (2010), en moyenne un syndicaliste a été assassiné tous les 3 jours ces 23 dernières années.

En France, du 4 au 6 avril, une délégation colombienne rencontrera des députés et sénateurs de différents groupes politiques, les organisations syndicales et des associations pour expliquer les raisons du refus de cet accord négocié par la Commission européenne avec l'assentiment des gouvernements de l'Union.

Venez rencontrer cette délégation, comprenant :

Mme Maria Victoria Forero, Secrétaire générale du syndicat des employés de l'Institut colombien du bien-être familial (ICBF), membre de la Centrale Unitaire des Travailleurs de Colombie (CUT),
M. Gustavo Ruben Triana Suarez, vice-président de la CUT

- **Lundi 4 mars de 16h30 à 17h, Conférence de presse.** Au Sénat, Palais du Luxembourg (salle « Gambetta »)
- **Mardi 5 mars à 19h, Conférence publique.** A la Bourse du travail à Paris (annexe 85, rue Charlot, salle « Petit congrès »)

Nous menons campagne en particulier auprès des parlementaires de tous les États membres de l'Union européenne pour :

- **demander que cet accord soit reconnu de compétence nationale afin qu'un débat ait lieu dans chaque État européen, comme l'ont déjà exigé des parlementaires allemands, britanniques et irlandais ;**
- **demander de voter « Non » à cet accord commercial entre l'Union européenne et la Colombie et le Pérou durant le processus de ratification.**

La délégation colombienne continuera sa campagne du 8 au 25 avril en Autriche, Belgique, République Tchèque et aux Pays Bas. L'ensemble de la délégation s'est rendue auparavant en Allemagne, Hongrie, Espagne et Bulgarie.

Une initiative du Réseau bicontinental *Enlazando Alternativas*, des associations *AITEC*, *ATTAC*, *France Amérique Latine* et du réseau *Transform*.

Pour plus d'informations sur cette campagne, consulter :

- Le rapport « **Il est temps pour l'Europe de mettre les valeurs et les droits humains au-dessus des intérêts commerciaux. Pourquoi l'accord de libre échange UE-Colombie/Pérou ne doit pas être ratifié.** » (mars 2011),
- Les biographies de **Mme Maria Victoria Forero** et de **M. Gustavo Ruben Triana Suarez**
- L'avis juridique sur le caractère mixte de l'ALE UE-Colombie-Pérou, produit par Prof. Dr. Markus Krajewski (Allemagne)
- Les rapports annuels 2010 d'Amnesty International sur la situation en Colombie et au Pérou
- Le discours de la CES au Sommet syndical UE – Amérique latine (4-5 mai 2010)
- La lettre conjointe de la CES et de la CSI demandant la suspension des négociations de cet accord avec la Colombie (1 mars 2011)
- La motion déposée par des parlementaires allemands et britanniques au sein de leur Parlement respectif pour demander que cet accord soit reconnu de compétence nationale.

L'ensemble de ces documents est téléchargeable à cette adresse:

<http://aitec.reseau-ipam.org/spip.php?article1189>

Contacts presse :

Fanny SIMON
Association Internationale des
Techniciens, Experts et Chercheurs
(AITEC)
06.61.45.17.71

Valérie TECHER
France Amérique Latine (FAL)
06.77.77.77.34

Obey AMENT
Espaces Marx
06.87.92.71.84